



**Dénonciation russe du  
nationalisme ukrainien comme  
"fascisme" : aux origines d'une  
rhétorique de diabolisation  
(1917-2015)**

Barbara Martin\*

L'assassinat de l'opposant russe Boris Nemtsov, le 27 février 2015, a été accueilli avec une grande émotion en Russie. Alors que les motifs du meurtre restaient inconnus, les médias occidentaux associaient son élimination à son soutien à la cause ukrainienne. L'organisation de défense des droits de l'homme russe Memorial pointait quant à elle du doigt sur sa page Facebook le climat délétère des années précédentes, la persécution des opinions dissidentes, qui avaient fait de Nemtsov et d'autres opposants des « cibles légitimes ». La responsabilité des autorités russes était engagée dans cet assassinat, affirmait Memorial, non seulement pour avoir créé un climat propice à son exécution, mais également pour avoir soutenu la constitution de bataillons armés « anti-Maïdan » qui, une fois revenus du front ukrainien, étaient enclin à reproduire en Russie la violence armée gratuite apprise dans le Donbass. Alors que la guerre conduit à la déshumanisation de l'ennemi, essentialisé sous les traits grossiers du « fasciste » à éliminer, le soutien par des citoyens russes à la cause ukrainienne est assimilé à une trahison politique.

Cette violence des armes succède à une violence des mots, exprimée par exemple lors de la manifestation « anti-Maïdan », organisée à Moscou le 21 février, un an après la chute de Viktor Ianoukovytch. Le mot « fascisme » y était sur toutes les lèvres, jouant sur la confusion des époques : le combat armé qui se joue dans le Donbass contre le « fascisme » présumé du gouvernement ukrainien est assimilé à la lutte passée contre l'Allemagne nazie, soutenue un temps par les résistants nationalistes ukrainiens de l'OUN<sup>i</sup>/UPA<sup>ii</sup>. Et le ruban orange et noir de l'ordre de St Georges traditionnellement arboré en mémoire de la victoire de 1945 est devenu aujourd'hui omniprésent à Moscou, symbole d'un patriotisme exacerbé dans la lutte contre un nouveau « fascisme », allié au camp occidental.<sup>iii</sup>

De fait, un an après la révolution ukrainienne et l'annexion de la Crimée par la Russie, force est de constater que la polarisation entre l'Ukraine et la Russie a atteint des niveaux inégalés depuis la dissolution de l'Union soviétique. Et cette animosité ne se limite pas au niveau interétatique, mais tend à affecter les perceptions que Russes et Ukrainiens ont les uns des autres. Les épithètes calomnieuses telles que « fasciste » sont échangées de part et d'autre ; et si les Russes voient dans les vainqueurs de Maïdan les héritiers directs des résistants nationalistes de



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | March 2015

L'OUN/UPA, les Ukrainiens comparent ouvertement l'annexion de la Crimée par Poutine à la prise des Sudètes par Hitler. S'il y a quelque chose de paradoxal dans l'affrontement de ces deux nationalismes qui se réservent le terme élogieux de « patriotisme » pour mieux accuser l'autre d'extrémisme, au regard de l'historien le paradoxe s'estompe pour faire place à une continuité historique inscrite dans la longue durée.

Au-delà d'une simple guerre des mots, appuyée par les appareils de propagande des deux camps, ces accusations sont le produit de décennies de représentations négatives du nationalisme ukrainien en Russie, héritées de l'époque soviétique. Ces clichés martelés depuis plus d'un demi-siècle par les organes officiels, en URSS puis en Russie post-soviétique, expliquent l'écho que rencontre en Russie, et plus largement dans l'espace post-soviétique russophone, l'accusation de fascisme dirigée contre les vainqueurs de Maïdan. Il importe donc d'explorer l'origine de ces représentations afin de comprendre le succès de la propagande russe, qui a su convaincre une large part des populations de l'espace russophone russe et ukrainien, et qui a joué un rôle non moindre que les armes dans le conflit actuel.

### Le nationalisme ukrainien vu de Moscou : du « nationalisme bourgeois » au « fascisme » (1917-1991)

L'une des affirmations centrales du canon nationaliste russe consiste à qualifier l'Ukraine de « pays artificiel », qui ne devrait ses frontières actuelles à nul autre que Staline. Quant à l'addition de la Crimée, en 1954, il s'agirait d'un cadeau illégitime fait à la République soviétique d'Ukraine par Nikita Khrouchtchev, lui-même d'origine ukrainienne. Sur le plan territorial, certes, on ne peut nier que l'unification territoriale de l'Ukraine soit le produit de l'expansion soviétique : en effet, l'union de l'Ukraine de l'Ouest, et en particulier la région de L'viv, à l'Ukraine centrale et orientale résulte directement de l'annexion de ces territoires, pris par l'URSS à la Pologne en 1939. Toutefois, il serait exagéré d'en déduire, comme le veut le credo nationaliste russe, que la nation ukrainienne n'a pas eu d'existence réelle avant son émancipation inopinée, provoquée par la chute de l'URSS en 1991. Tout comme il serait faux de circonscrire le nationalisme ukrainien à la seule province galicienne de L'viv.

En fait, l'Ukraine indépendante est le produit complexe de deux courants contemporains, agissant en parallèle, quoique en apparence opposés : d'un côté, l'héritage de sept décennies de construction semi-étatique sous le contrôle du régime soviétique et, de l'autre, la construction identitaire du mouvement de résistance nationaliste à ce régime, qui forma après 1991 la base idéologique du nouvel Etat ukrainien. Paradoxalement, le régime soviétique a probablement contribué autant, sinon plus, à l'édification d'une nation ukrainienne que ne l'ont fait les résistants de l'OUN ou les dissidents nationalistes de l'ère brejnévienne. En dotant la République soviétique d'Ukraine d'une langue officielle d'Etat, l'ukrainien, d'une capitale, d'abord Khar'kov, puis Kiev, de structures de type quasi-étatique, et même d'un siège à l'ONU,



N°3 | March 2015

les autorités soviétiques ont de fait créé en Ukraine les conditions au sein desquelles une construction identitaire était susceptible de se développer.

Toutefois, les autorités soviétiques ont eu une relation pour le moins ambiguë à l'égard du développement d'une identité ukrainienne. Dans l'idéologie marxiste, le « nationalisme bourgeois » était perçu comme un instrument utilisé par la classe dirigeante capitaliste et visant à diviser le prolétariat pour mieux régner, le détournant de la lutte des classes. Mais le nationalisme pouvait aussi être utilisé pour lutter contre l'oppression de certains peuples par d'autres ; ainsi, le soulèvement national des peuples contre le joug impérialiste était-il reconnu comme un premier pas vers l'émancipation du prolétariat en tant que classe. Cependant, à terme, l'identité nationale était vouée à disparaître au profit d'une union internationale du prolétariat. De fait, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques fut conçue comme un projet détaché de toute idée nationale, établissant une nationalité soviétique privée de tout contenu ethnique, à l'instar des Etats-Unis d'Amérique. Mais il s'agissait là d'un idéal qui n'était pas encore une réalité : Lénine estimait que l'Empire russe était « une prison des peuples » et reconnaissait la nécessité d'accorder une certaine autonomie nationale aux républiques formant l'URSS, étant donné que la question nationale serait encore amenée à exister un certain temps. Il s'agissait aussi de contrebalancer la propension du « chauvinisme grand-russe » à opprimer les peuples voisins. Les premières années suivant la Révolution de 1917 furent donc marquées par la mise en place de la politique de *korenizatsiia* (« indigénisation », ou littéralement « enracinement »), consistant à promouvoir les langues et cultures « titulaires » des Républiques soviétiques et des échelons administratifs inférieurs, tout en encourageant la sélection de cadres issus de ces nations. Le but était d'asseoir solidement le régime soviétique dans la périphérie de l'URSS et d'agir pour contrer les effets de la politique tsariste de russification.

Cependant, Staline percevait la politique de *korenizatsiia* comme provisoire, et si, en 1923, il considérait le « nationalisme grand-russe » comme un plus grand danger que les nationalismes locaux, dès 1930 il annonçait le but ultime de la fusion des cultures nationales en une culture internationale. Les années 1930 virent un revirement partiel sur la question nationale, dans le contexte des purges et répressions politiques. Ce changement de cap fut particulièrement douloureux en Ukraine, traditionnel grenier à blé de l'Empire russe, qui dut successivement encaisser le choc de la collectivisation forcée de l'agriculture, accompagnée de répressions contre les paysans aisés (*koulaks*) et les répressions politiques de 1937-8, qui ciblaient particulièrement le « nationalisme bourgeois » ukrainien, identifié dans toutes les manifestations indépendantes de la culture ukrainienne. En 1932-33, l'Ukraine de l'Est et du Sud fut en proie à une famine artificielle qui fit environ 3,5 millions de victimes et que les Ukrainiens considèrent comme un génocide. Puis, au cours des années suivantes, les élites politiques, religieuses et intellectuelles ukrainiennes furent progressivement décimées par les répressions. Bien que l'existence d'un plan génocidaire précis n'ait jamais été prouvée, il est certain que la position frontalière de l'Ukraine, dans le contexte d'une détérioration des relations avec la Pologne et l'Allemagne, a joué un



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | March 2015

rôle dans l'exacerbation d'une paranoïa vis-à-vis du nationalisme ukrainien. Il faut aussi ajouter que l'Ukraine avait été l'un des grands théâtres de la guerre civile, qui avait vu la lutte de l'Armée Rouge, non seulement contre les armées blanches du Général Denikine, mais également contre les anarchistes ukrainiens conduits par Nestor Makhno et l'Armée populaire ukrainienne menés par le nationaliste Simon Petlioura, dirigeant momentané d'une Ukraine indépendante éphémère, alliée aux forces de l'Entente anti-bolchévique. Puis aux combats de la guerre civile avaient succédé une guerre contre la Pologne, en 1919-1921, qui avait permis à Varsovie de prendre le contrôle de l'Ukraine et la Biélorussie occidentales actuelles. Ces circonstances expliquent la méfiance particulière que le régime stalinien et ses successeurs entretenirent vis-à-vis du nationalisme ukrainien dans les décennies qui suivirent.

Toutefois, ce furent les événements de la Seconde guerre mondiale qui donnèrent un visage concret à la menace nationaliste ukrainienne. Avec l'annexion de l'Ukraine occidentale par l'URSS en 1939, le berceau du nationalisme ukrainien tombait sous la coupe de Moscou. C'est en 1929 que l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) avait vu le jour, par l'union de structures nationalistes ukrainiennes impliquées dans des attentats terroristes contre des personnalités politiques polonaises. Cette organisation partageait avec ses contemporains fascistes et nazis un credo exigeant de ses membres une soumission totale à l'idéologie nationaliste, plaçant la lutte pour la libération nationale au-dessus de toute autre valeur. Bien que des pourparlers avec les services de renseignements de l'armée allemande (*Abwehr*) aient eu lieu dès le début des années 1930, l'OUN se distanca initialement de l'Allemagne, qui ne semblait pas encline à soutenir les aspirations à la souveraineté de l'Ukraine. Cependant, l'annexion de la Galicie et de la Volhynie par l'URSS et la perspective de l'invasion allemande de 1941 changèrent la donne : cette fois, une collaboration avec l'Allemagne semblait pouvoir permettre la proclamation d'un Etat ukrainien indépendant. C'est dans cette perspective que la fraction de l'OUN dirigée par Stepan Bandera forma deux bataillons armés sous l'égide de la Wehrmacht et envoya ses émissaires à L'viv, dans le sillage de l'armée allemande, déclarer l'indépendance de l'Ukraine le 30 juin 1941. Si le but était de placer l'Allemagne devant un fait accompli, ce fut un échec : cette déclaration entraîna l'arrestation de Bandera et d'autres chefs du mouvement nationaliste ukrainien, qui ne furent libérés qu'en 1944. Par la suite, la fraction de l'OUN-B (dirigée par Bandera) continua son combat pour une Ukraine indépendante en luttant activement contre l'occupant allemand, et en 1943, s'allia à l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA), fondée en 1941 en Ukraine occidentale. En 1943, l'armée allemande recruta 52 000 volontaires ukrainiens, enrôlés au sein de la "SS-Schützen-Division Galizien" - un projet opposé par l'OUN. Mais en 1944, alors que l'Armée Rouge gagnait de nouveau du terrain, un nouveau renversement d'alliance eut lieu, et les chefs nationalistes fraîchement libérés des camps de concentration allemands acceptèrent de combattre de nouveau au côté de l'Allemagne.

Ainsi, la collaboration entre l'OUN et l'Allemagne nazie fut-elle des deux côtés purement opportuniste et tactique, plutôt qu'idéologique. Toutefois, une certaine affinité idéologique existait bel et bien, comme en témoignent les crimes contre



N°3 | March 2015

L'humanité qui sont aujourd'hui encore incriminés à l'OUN et l'UPA : en particulier le massacre de Volhynie, un cas de nettoyage ethnique contre la population polonaise de cette région, qui aurait fait jusqu'à 80 000 victimes ; ainsi qu'une participation directe et indirecte des nationalistes ukrainiens à l'Holocauste, notamment par l'encouragement de pogroms - les Juifs étant accusés d'avoir soutenu l'occupation soviétique de l'Ukraine occidentale.

On ne saurait s'étonner, dès lors, de la diabolisation des nationalistes ukrainiens par la propagande stalinienne dans l'après-guerre pour leur collaboration avec l'envahisseur nazi, et ce d'autant plus que le combat contre les résistants de l'OUN ne s'acheva qu'à la fin des années 1950. Le terme dérogatoire de « banderovets » (formé sur le nom de Stepan Bandera), souvent associé à celui de « fasciste », fut adopté pour désigner les nationalistes ukrainiens, et la lutte contre le « nationalisme bourgeois » en Ukraine se poursuivit dans l'après-guerre. Parallèlement, le nationalisme russe, longtemps réprimé par les Bolchéviques, avait fait pour la première fois résurgence officiellement pendant la guerre, encouragé au plus haut niveau par Staline, qui y voyait un outil de propagande utile. Dès lors, le peuple russe recouvrait son statut de « premier entre les peuples égaux d'URSS ». Dès lors, remettre en cause cette suprématie équivalait à une manifestation de « nationalisme bourgeois ».

Dans la période poststalinienne, Nikita Khrouchtchev, loin de favoriser la nation dont il était issu, assouplit la politique nationale dans un sens qui tendait à favoriser une russification de la périphérie. Parallèlement, la méfiance envers le nationalisme ukrainien demeurait particulièrement élevée, et s'intensifia après l'arrivée de Leonid Brejnev au pouvoir. En 1965, alors que les répressions contre les intellectuels ukrainiens reprenaient, le nationaliste Ivan Dziouba signait un pamphlet intitulé « Internationalisme ou Russification ? ». Le texte, envoyé par son auteur aux autorités soviétiques et de la République soviétique d'Ukraine, commença également à circuler en *samizdat*. Sur la base de la théorie marxiste-léniniste, Dziouba dénonçait l'adoption par le Parti des positions du « chauvinisme grand-russe » et demandait le retour aux principes léninistes sur la question nationale. Toutefois, cet appel ne fut pas entendu, et les actions d'intellectuels, poètes et écrivains ukrainiens visant à raviver la flamme de la culture ukrainienne rencontrèrent une opposition croissante. Au cours des deux décennies suivantes, les dissidents ukrainiens furent, avec leurs homologues baltes, les principales victimes de la répression brejnévienne et vinrent remplir les rangs des prisonniers politiques détenus dans les camps de Mordovie et de l'Oural et les hôpitaux psychiatriques pénitentiaires, accusés de « subversion de l'autorité soviétique ». En réaction, le combat de la dissidence ukrainienne se fit de plus en plus désespéré. Dans un bulletin clandestin publié en Occident en 1976 sous le titre « Ethnocide des Ukrainiens en URSS », les auteurs documentaient ce qu'ils qualifiaient de « la destruction forcée de la nation ukrainienne par génocide physique et russification forcée »<sup>iv</sup>. Jusqu'à la chute de l'URSS, le nationalisme ukrainien fut donc violemment réprimé, étant perçu par le régime, non sans raison, comme une menace à son existence même.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | March 2015

### L'Ukraine indépendante : glorification de Bandera et révolutions nationales

L'Ukraine contemporaine constitue un produit direct de ces deux influences, soviétique et nationaliste, qui s'expriment avec plus ou moins d'intensité selon les régions, suivant un gradient est-ouest. Alors que l'Ouest ukrainophone, plus tardivement incorporé à l'URSS et marqué par l'émergence précoce de groupes nationalistes, a traditionnellement soutenu une trajectoire européenne pour le pays, l'Est russophone est resté fidèle à ses profonds liens économiques, culturels et personnels avec la Russie. Sur le plan mémoriel, une dichotomie semblable se dessine : alors que l'Ouest édifie des monuments à la gloire de Bandera et milite pour l'octroi aux vétérans de l'UPA de pensions d'anciens combattants, l'Est reste profondément attaché à la version soviétique de l'histoire de la Grande Guerre Patriotique, qui glorifie l'héroïsme des combattants de l'Armée Rouge contre l'ennemi « fasciste ». Ces fractures mémorielles ont donné lieu à des revirements spectaculaires, au gré des bouleversements politiques : à la reconnaissance du Holodomor (la famine de 1932-33) comme « génocide du peuple ukrainien » par le Président Viktor Iouchtchenko en 2006 a succédé le désaveu de Viktor Ianoukovytch quatre ans plus tard sur cette même question - une concession opportune à la Russie.

Vu de Moscou, la division entre Ukraine occidentale et orientale apparaît magnifiée, et la nature mouvante de ces divisions tend à échapper au Kremlin. Ainsi, lorsque Iouchtchenko remporta le troisième tour de l'élection présidentielle en 2004, après la « Révolution Orange », ce fut un basculement inattendu du centre du pays dans le camp nationaliste qui s'opéra. Cinq ans durant, la nouvelle équipe présidentielle, encline à légaliser dans le champ mémoriel, fut diabolisée par la propagande russe, assimilée aux « fascistes », « banderovtsy » qu'elle tentait de réhabiliter. Avec l'Euromaïdan de 2013 et la révolution de février 2014, la participation de forces nationalistes extrémistes, telles que le Parti Svoboda et la fraction paramilitaire Pravyi Sektor, était trop frappante pour ne pas être soulignée par le Kremlin. Non seulement des « fascistes » se réclamant de l'héritage de Bandera occupaient les premiers rangs de la contestation, mais les codes nationalistes, tel que le cri de guerre de l'OUN « Gloire à l'Ukraine! Gloire aux Héros! » se généralisaient parmi les manifestants, et devinrent au cours des mois suivants des symboles de la résistance nationale à l'envahisseur russe.

En Crimée, à Donetsk ou Louhansk, tout comme à Moscou, les médias russes ont su habilement exploiter les craintes de la population face à cette déferlante, semblant incontrôlable, à laquelle il était aisé d'appliquer le label bien connu de « fasciste ». C'est sur cette peur, ajoutée à une nostalgie restée très forte de l'époque soviétique, que les troupes russes ont pu s'appuyer en mars 2014 pour faire passer le référendum d'indépendance de la Crimée. C'est cette même crainte qui a facilité l'insurrection séparatiste au Sud-Est de l'Ukraine. Mais plus encore, c'est à Moscou et en province que ces représentations caricaturales, véhiculées par des chaînes de télévision sous contrôle, ont pu galvaniser la population autour de l'annexion de la Crimée et de la cause séparatiste. Alors que les élections de mai 2014 auraient pu dissiper le fantôme d'une Ukraine fasciste et démontrer l'unification nouvelle du pays



N°3 | March 2015

dans sa résistance à l'agression extérieure, la propagande russe continue de dessiner une Ukraine divisée : si l'Ouest a été perdu aux « fascistes », l'Est sain continue de se battre pour défendre son allégeance culturelle et politique au « monde russe » et à Moscou.

## Bibliographie

Browne, Michael, Chornovil, Viacheslav, *Ferment in the Ukraine: Documents*, Londres, Macmillan, 1971.

Himka. John-Paul, "The History behind the regional conflict in Ukraine", *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, vol. 16, n°1 (Hiver 2015), pp 129-36.

Marples, David R. "Stepan Bandera: The resurrection of a National Hero", *Europe-Asia Studies*, Vol. 58, n°4 (Juin 2006), pp. 555-566.

Portnov, Andryi, "Memory Wars in Post-Soviet Ukraine (1991-2010)," in Blaker, Uilleam, Etkind, Alexander, Fedor, Julie, *Memory and Theory in Eastern Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp 233-254.

Slezkine, Yuri, "The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism," *Slavic Review*, Vol. 53, n° 2 (Eté 1994), pp 414-452.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | March 2015

---

<sup>i</sup> L'Organisation des Nationalistes Ukrainiens.

<sup>ii</sup> L'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne.

<sup>iii</sup> Voir « « Que l'Ukraine brûle ! » scandent les « anti-Maïdan » à Moscou », *Le Monde*, 21 février 2015.

<sup>iv</sup> Maksym, Sahaydak, Khmara, Stepan, *Ethnocide of Ukrainians in the U.S.S.R., Spring 1974: An Underground Journal from Soviet Ukraine*, Smoloskyp Publishers, 1976, 11.